

L'INDÉPENDANCE

BEIGE.

Edition du matin.

Observatoire Royal.

4 juillet à midi.

29^e jour de la lune.

BAROMÈTRE observé	763 ^{mm} 14
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre	48°7
TEMPÉRATURE centigr. de l'air	20°3
Id. minimum depuis hier midi	20°5
Id. maximum depuis hier midi	42°1
EAU tombée	0 ^{mm} 50
VENT	N
SOLEIL, lever	3 h. 54 m.
Id. coucher	8 h. 44 m.
LUNE, lever	matin 2 h. 33 m.
Id. coucher	soir 7 h. 36 m.

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS.

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne. — payables
RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne. — d'avance
FAITS divers (après les annonces), 3 fr. la ligne. — d'avance
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à
M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFFITE, BULLIER et C^e, 8,
place de la Bourse.
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER,
à Francfort a/M. Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Bréslau,
Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lau-
sanne; à P^r Anglère, à Londres, à M. A. MAURICE, 43, Tavistock-Row, M.G.
STREET, 30, Cornhill, E.C. ; à M. FR. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX	Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année	payable
	Province, 43 fr. "	
	La France, 21 fr. "	
D'ABONNEMENT.	Allemagne, 18 fr. "	d'avance
	Angleterre, 47 sh. "	
	Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.	

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre
à vue sur Bruxelles.
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande;

AVIS RELATIF A LA PRIME

LE

JOURNAL OFFICIEL DE LA COMMUNE

Malgré nos avis réitérés, un certain nombre de souscripteurs, en nous demandant l'envoi de cette prime, continuent à ne nous envoyer que la somme de quinze francs, prix de la collection retirée dans nos bureaux, sans y joindre les frais d'affranchissement. Nous les avertissons encore qu'il ne peut être donné suite aux demandes faites dans ces conditions; s'ils veulent recevoir la prime, ils doivent faire la somme envoyée en nous adressant, soit en timbres-poste, soit en un mandat sur la poste, le montant de l'affranchissement; sans cela, nous ne pouvons que tenir à leur disposition dans nos bureaux la collection du JOURNAL DE LA COMMUNE, qu'ils feront retirer comme ils l'entendront.

A plus forte raison devons nous considérer comme non avenue toute demande, — et nous en avons reçu un certain nombre de cette nature, — qui n'est accompagnée d'aucun paiement.

Nous mettons encore sous les yeux de nos lecteurs le tableau du prix d'affranchissement de la collection pour les divers pays :

Belgique, grand-duché de Luxembourg	fr. 0 63
Hollande, Grande-Bretagne	1 25
Allemagne, Autriche, Suisse	4 50
France, Italie, Russie, Serbie, Principautés danubiennes	2 50
Danemark, Espagne, Portugal, Grèce, Egypte, Turquie, Tunis, Tripoli, Maroc, Malte	3 00
Suède, Gibraltar	3 50
Norvège	4 00

BRUXELLES, 4 juillet.

REVUE POLITIQUE.

Il est tout à fait certain maintenant que le projet par l'Assemblée nationale de France de l'impôt sur les matières premières si vivement défendu par M. le président de la république — rejet toujours très probable, — n'enlèverait rien qui ressemble à une nouvelle crise gouvernementale. M. Thiers a itérativement déclaré à la tribune, qu'il se soumettrait à la décision de la Chambre. Avant la séance, il avait fait une déclaration identique au bureau de la gauche modérée, qui s'était rendu auprès de lui pour le supplier de ne point faire le jeu de ses ennemis et des ennemis de la république, quoi qu'il arrive, en donnant sa démission.

S'il faut en croire une dépêche de l'Agence Havas, cette démarche du bureau de la gauche aurait été motivée par de nouvelles intrigues des droites coalisées, lesquelles auraient réussi à se mettre d'accord pour substituer éventuellement à M. Thiers un triumvirat formé de MM. le maréchal de Mac-Mahon, le général de Ladmirault et le duc de Broglie. Nous ne savons ce qu'il y a de vrai dans cette nouvelle ou dans cet on-dit. Il se pourrait fort bien que l'on ait comploté, dans les couloirs de l'Assemblée, quelque combinaison de ce genre, mais il faudrait savoir, en ce cas, si l'on a été nommé président, et de quel côté, mais indirectement et passivement en quelque sorte, au renversement de M. Thiers.

Il est vrai que dernièrement un journal conseillait à la droite de ne point tenir compte des scrupules du maréchal, d'aller de l'avant, au contraire, et de compter sur son patriotisme pour lui faire accepter un fait accompli avec toutes ses conséquences. Ce plan est fort ingénieux, mais le maréchal de Mac-Mahon n'est pas plus homme, sans doute, à se laisser mener la main par une intrigue qu'à se laisser tenter par l'ambition du pouvoir.

La Commission chargée d'examiner la convention avec l'Allemagne a constitué hier son bureau. M. Schœfer, de la gauche, a été nommé président, et M. Costa de Beauregard, de la droite, secrétaire. Tous deux ont dû leur nomination qu'à un bénéfice de l'âge, les quatorze membres présents s'étant partagés en nombre égal, — sept contre sept, — dans le vote.

Dans la discussion sommaire qui a précédé ce double scrutin, les membres de la droite ont fait valoir contre la convention les critiques fausses ou exagérées développées déjà par leurs divers organes dans la presse, mais aucun d'eux n'est allé jusqu'à conclure au rejet. En somme, il n'est allé jusqu'à conclure à la commission finira par se proposer, et ce sera unanimement, par son propre vote, la ratification de la convention. Le rapporteur a dû être nommé aujourd'hui et le rapport sera probablement présenté dès demain à l'Assemblée.

L'exposé que M. de Rémusat a fait à l'Assemblée, en lui présentant la convention, est, de la part d'un organe officiel de la chancellerie allemande, la *Correspondance provinciale*, l'oblation de commentaires qui indiquent fort exactement l'esprit dans lequel le gouvernement impérial a conclu avec le gouvernement français ce nouvel acte d'exécution du traité de Francfort. « Ce ministre, dit la *Correspondance*, que le cabinet français a fait remarquer que la conclusion du traité par l'Allemagne n'est pas seulement une preuve de notre esprit pacifique, mais en core un nouveau témoignage de notre confiance dans l'esprit pacifique du gouvernement actuel de la France. Ses propres intérêts n'auraient pas engagé l'Allemagne à désirer une modification des stipulations arrêtées ni quant au paiement de l'indemnité de guerre, ni quant à l'occupation du territoire français. Si, néanmoins, le gouvernement de l'Empereur s'est prêt avec empressement à l'ouverture des négociations nouvelles, c'est qu'il voulait avant tout se rendre aux desirs de la France et affirmer en même temps sa politique de paix, loyale et sincère. Notre gouvernement comprend fort bien que le gouvernement actuel de la France croie pouvoir surtout frayer les voies à une politique de paix, en procurant à la nation française la satisfaction d'une

libération aussi prompte que possible du territoire français de l'occupation étrangère. De la part de l'Allemagne, on a donc déféré à ce désir autant que le comportaient les considérations militaires. Tandis que l'évacuation d'une partie du territoire français s'effectuait au fur et à mesure des versements prévus, plus tôt qu'il n'avait été fixé d'abord, on a eu soin, d'autre part, de conserver ces importantes positions militaires et de stipuler que la France ne pourra utiliser les territoires évacués dans un but militaire. Sous le rapport financier, nous avons également montré une grande déférence.

« Quelque riche que soit la France de ses ressources économiques et financières, l'exécution stricte des versements aux termes fixés d'abord aurait certainement amené une perturbation, au moins passagère, de ses finances. Ce danger est écarté par les délais et les modalités des versements, auxquels nous avons consenti.

« Ce sera une chose très-heureuse pour la consolidation de la paix générale que la participation universelle aux grandes opérations financières que la France va prochainement entreprendre.

« Avant-hier, à la Chambre des Communes d'Angleterre, M. Miall a proposé la nomination par le gouvernement d'une commission chargée de faire un rapport sur l'origine, la nature, le chiffre et l'emploi des propriétés et des revenus appropriés aux besoins de l'Eglise anglicane. Cette motion, combattue par le gouvernement, a été rejetée à l'énorme majorité de 293 voix contre 94. L'Angleterre n'est pas encore mûre pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Or, si l'on du public pouvait pénétrer dans tous les détails et faire le total exact des immenses sommes immobilisées au bénéfice du clergé, il pourrait naître de cette certitude acquise un besoin d'intervenir dans une gestion que l'Eglise anglicane désire conserver à elle seule. M. Gladstone a donc grandement mérité de l'orthodoxie anglaise en combattant la proposition d'enquête.

En parlant de la récente allocution du Pape à la Société allemande de lecture, la *Correspondance provinciale* en tire la conclusion que Rome est le véritable foyer de l'agitation catholique en Allemagne et que le gouvernement. Cette façon de voir que l'effet des opinions et des actes de certains prêtres allemands. « Le gouvernement, dit la feuille ministérielle, se trouve en présence d'une lutte universelle, conduite avec unité et à laquelle il faut se préparer non par la répression de quelques faits isolés, mais par une action générale dirigée contre le mouvement antinational de l'ultramontanisme. Nous ne devons pas nous laisser nous-mêmes guider par le désir de brayer le pied du colosse de l'empire allemand. »

Si ces paroles ne sont pas une vaine menace, elles font pressentir, de la part du gouvernement, l'intention de recourir à de nouvelles mesures législatives, d'une nature plus générale que la loi des Jésuites.

La victoire éclatante remportée aux élections de Hongrie par le grand parti national, qui est assuré maintenant de posséder les deux tiers des voix à la Diète de Pesth, a hâté la fusion des parlements qui avaient été séparés. Cette fusion de ces parlements est désormais un fait accompli et le parti gouvernemental hongrois pourra dans ce compromis une nouvelle force. Seule, l'extrême gauche croate, sous la conduite du député Makancz, a refusé toute espèce de transaction et s'est séparée, avec éclat, du parti national. La réconciliation des unionistes et des nationaux est due surtout à la grande modération des premiers, qui, possédant la majorité au sein de la Diète d'Aggram et pouvant, au besoin, imposer leur volonté, ont préféré la voie de concessions équitables. Le pacte conclu en 1868 entre la Hongrie et la Croatie est donc provisoirement sauvé et les affaires croates cessent d'inquiéter aussi bien le ministère commun que le gouvernement hongrois. Ce dernier a besoin en ce moment de ce répit pour résister avec succès aux entreprises du parti catholique, qui s'agit de beaucoup sous la direction de l'épiscopat et d'un certain nombre de magnats. Si l'archevêque-primat persiste, comme on l'affirme, à publier le dogme de l'infailibilité, au mépris des lois du pays, ce défi ne restera pas sans réponse.

Post-scriptum.

L'Assemblée nationale de France a clos, dans sa séance d'aujourd'hui, la discussion concernant l'impôt sur les matières premières, après un discours de M. Pouyer-Quertier, en faveur de cette taxe.

Il n'y a pas eu de vote, l'impôt en question n'étant pas réellement mis en délibération. On doit se souvenir, en effet, que le débat, ou M. Thiers a déployé tant d'énergie et d'habileté au service d'une mauvaise cause, avait été provoqué incidemment et en quelque sorte comme une introduction au projet relatif à la taxe sur le chiffre des affaires, par M. Rouher et par les membres des droites coalisées qui, sous prétexte de libre échange, ont eu assez peu de héri pour se mettre à la suite du plus fatal des ministres de cet empire dont ils ont, à d'autres moments, proclamé si haut l'indignité et la déchéance.

La Chambre a commencé la discussion de l'impôt sur le chiffre des affaires.

Une députation des libéraux de Louvain se joindra à celles qui, de Gand et d'autres villes, iront, dit-on, dimanche prochain, porter leurs félicitations aux libéraux anversois.

Ce n'est pas une simple députation de l'Association libérale de Gand qui se rend dimanche prochain à Anvers pour féliciter les libéraux de cette ville; c'est l'Association libérale de Gand tout entière.

On nous écrit de Louvain, 3 juillet :

« La journée du 1^{er} juillet à Louvain a été promise; elle a été l'œuvre si laborieusement commencée le 27 mai dernier : l'indépendance de l'influence électorale de l'Université de Louvain. Celle-ci avait pris en effet, d'abord, la haute direction de tout le mouvement électoral. La liste catholique comprenait parmi ses 21 noms : neuf magistrats et neuf professeurs ou autres hauts fonctionnaires universitaires. L'ensemble de ces dix-huit personnes constituait une étroite union de l'âme mater et du clergé : deux têtes dans un même bonnet.

« Vous dire tous les trucs employés, les variétés de compression mises en œuvre par nos cléricaux, pour suborner les électeurs et entrainer la fortune, serait chose impossible. Il y a là de quoi défer la plus féroce des imaginations.

« Notez bien que rien, mais absolument rien, n'a été épargné. Ne parlez pas des visites personnelles, des menaçantes promesses, particulièrement aux administrateurs, des débordements de la presse, de l'influence active de la chaire et du confessionnal, vieux moyens que tout cela ! Le vieux a été mis en ligne, sans doute, mais on a voulu compléter le système. L'attitude des électeurs urbains n'avait guère

laissé d'espérances aux catholiques sur les chances de l'élection communale; toutefois, loin de se laisser abattre, ils avaient puisé une nouvelle audace dans leur désespoir même. C'est ainsi qu'on a vu surgir à Louvain, où cela était parfaitement inconnu, une question flammingante et des candidats flamands qui n'étaient autres que les candidats catholiques, valons compris; ainsi encore, les étudiants pressuraient leurs bourgeois, assurant à la cantonade que, en cas de réussite des libéraux, l'Université quitterait la ville; ajoutez à cela de larges distributions de pain pour rallier à la cause conservatrice les nouveaux électeurs qui comptent parmi eux nombre de boulangers; ajoutez-y encore des moyens de corruption plus graves, des distributions d'argent dont les auteurs, de pauvres instruments par malheur, auront à répondre judiciairement; mentionnons aussi l'apparition tout à fait en *extremis* de nombreuses listes mixtes autographiées comprenant sept noms libéraux et quatorze noms catholiques; ce dernier moyen est celui qui nous a fait le plus de mal. Plus le jour du scrutin approchait, plus nos adversaires ont dû se faire la conviction que le succès était pour eux impossible et que leurs hommes resteraient sur le carreau; malgré tout, le parti libéral marchait uni, compact, avec une seule liste unanimement acceptée. Voyant cela, le parti catholique a eu recours à une machination perfide pour tromper la bonne foi du corps électoral. Il a mis en circulation des milliers de listes autographiées qu'un oeil indifférent ou confiant pouvait prendre pour des listes libérales.

« Les trois premiers noms étaient empruntés aux listes de libéraux; les deux derniers noms étaient également les deux qui figuraient dans les listes de l'Association, de façon que pour l'électeur qui n'avait pas la clairvoyance ou la patience de dépouiller tout son bulletin, et qui se contentait de lire les premiers et les derniers noms, il était évident qu'il était porteur d'un bulletin libéral, alors qu'en réalité c'était un bulletin catholique qu'on lui mettait entre les mains.

« Je dis que ce dernier moyen nous a été le plus fatal, plus fatal même que toute la pression de l'administration, pression immense cependant.

« En effet, un nombre considérable de ces listes mixtes sorties; dans des bureaux où, aux élections provinciales nous avions une écrasante majorité et sans aucune cause appréciable put expliquer un revirement depuis le 27 mai, les minorités catholiques étaient plus fortes; dans les bureaux où les listes mixtes étaient moins nombreuses, nous conservions à peu près nos positions. Aussi l'exaspération est-elle grande en ville, et il faut toute la joie du triomphe, rendue plus délicate encore par les nouvelles d'Anvers et d'autres villes, pour empêcher quelque danger de se produire.

« Vous connaissez le résultat; malgré tout, notre bourgeoisie est sortie victorieuse de la lutte et toute la liste libérale a passé au premier tour de scrutin avec une majorité moyenne de 474 voix; seul, M. Smolders, un des personnalités les plus importantes du parti catholique et bourgeois sortant, a échappé au naufrage avec une majorité de 4 voix sur le dernier nom de la liste libérale qui avait obtenu lui-même la majorité absolue. L'échec inattendu de ce dernier homme de valeur cependant, est uniquement dû à certaines amitiés personnelles, sans raison d'être, et qui n'ont pas eu le bon goût de s'effacer.

« A part ce petit accident dans nos prévisions, tout s'est réalisé et l'Université est attérée. Vous annoncez la démission de M. Smolders; chacun, en effet, la considère comme probable. M. Smolders est, avant tout, un homme tranquille, calme, et qui l'administration convient bien, mais non l'opposition; ce n'est pas du tout un homme d'attaque; il n'en a ni les aptitudes ni le tempérament. La nouvelle, mise par vous en circulation, pourrait fort bien n'être que prématurée.

« Pas n'est besoin de vous dire que notre ville est en liesse; trois ans de gouvernement cléricaux lui pèsent énormément et elle fête sa délivrance par de bruyantes manifestations. Les maisons se sont spontanément pavées et illuminées dans beaucoup de rues; de nombreux corps de musique parcourent la ville; tout le monde est sur pied. Une manifestation splendide a eu lieu le soir, sur la Grand'Place, devant notre antique hôtel de ville. La foule couvrait la place et des milliers de personnes se pressaient sur les marches du porche; de bruyantes revendications sont sorties de la foule; toutes les bouches accompagnaient la *Brabançonne*, et la leur des torches éclairait notre magnifique monument; le spectacle était saisissant.

« Aujourd'hui même, un immense cortège aux flambeaux, où doivent figurer toutes nos sociétés ouvrières et de jeux, s'organise pour aller féliciter les élus.

Nous lisons dans le Journal d'Anvers :

« Le résultat de l'élection de lundi a causé une profonde stupeur dans notre ville.

« L'échec du meeting produira également une impression douloureuse dans le pays.

« Il va sans dire que la stupeur et la douleur sont pour les cléricaux. N'importe, le *Journal d'Anvers* donne une leçon de sincérité au *Journal de Bruxelles*, qui feint de prendre l'élection anversoise pour un fait sans conséquence.

L'Opinion d'Anvers assure qu'avant le ballottage de mardi, MM. Van Put et Van den Bergh ont annoncé leur intention de ne pas accepter de nouveau mandat.

Notre confrère ajoute que M. Van den Bergh avait depuis longtemps le désir de se retirer et qu'il l'eût fait s'il n'eût craint de voir sa retraite mal interprétée par ses amis politiques.

M. Van Put suivrait donc l'exemple de M. Smolders.

Le *Journal d'Anvers* lui-même conseille à l'ancien bourgmestre de se retirer.

A Anvers, aux élections communales, sur 7,503 électeurs inscrits, 6,992 se sont rendus au scrutin. Il n'y avait donc que 511 absents. Voilà qui est d'un bon exemple.

Le Précurseur constate que les libéraux anversois n'ont pas encore obtenu la majorité à laquelle ils ont droit. En effet, plus de cinq cents censitaires restent à inscrire sur les listes électorales, que l'ancienne administration falsifiait tant qu'elle pouvait. « Nous pouvons donc compter, » ajoute notre confrère « sur des victoires écrasantes pour nos adversaires. »

A Namur, M. Lelièvre n'est arrivé que le dixième sur la liste des élus. Huit voix de moins, et il était ballotté, c'est-à-dire éliminé, puisque le ballottage a été favorable aux libéraux.

Le résultat de l'élection de Verviers qui a composé le conseil communal de sept cléricaux et quatorze libéraux, dont sept

progressistes, est apprécié en ces termes par le *Progrès* :

« En présence du résultat général de la journée d'hier, nous n'avons pas le cœur à nous réjouir du succès obtenu par nos candidats.

« On ne doit pas s'attendre à nous voir triompher, lorsque sept représentants du jésuitisme entrent au conseil.

« Il appartient aux libéraux de conjurer les dangers d'une situation exceptionnelle, par une union sincère et loyale. C'est leur devoir.

« Nous rappellerons, à ce propos, les paroles qui ont été prononcées par M. Crambais, lorsqu'il proposa aux progressistes du conseil de former un collège.

« Nous sommes seize libéraux.

« M. Ottmans témoignait ainsi qu'à son avis, une administration libérale pouvait compter sur l'appui des doctrinaires des progrès.

« Les libéraux sont donc aujourd'hui au nombre de quatorze : leur majorité est encore toute puissante.

« Cette majorité libérale est réelle, parce qu'il n'est pas un seul progressiste qui entre au conseil avec un parti-pris d'opposition quand même, et qu'il doit être permis de compter assez sur le bon sens de tous les libéraux, pour espérer que l'esprit de concorde et d'une franchise complète, présideront aux actes de l'administration, assurément une entente indispensable. »

Une observation intéressante du *Journal de Gand* :

« Aux élections du 2 août 1870, M. Pierre De Baets, le plus favorisé des élus de la liste cléricale, obtint dans tout l'arrondissement 3,479 voix.

« L'année suivante, lors de l'élection de Gand, le même M. De Baets n'obtint que 2,777 voix. Si l'on ajoute les voix que nos amis politiques ont obtenues dans les communes suburbaines et rurales on arrive à un chiffre de plus de cinq mille voix.

« Les résultats acquis des plus délicates et dont il est impossible de se dissimuler la gravité ! La députation gantoise, à la Chambre et au Sénat, est frappée de déchéance morale. Elle par une majorité de trois mille voix en moyenne, elle se trouve réduite à la Belgique beaucoup plus considérable que la condamne et la désavoue. »

On lit dans le *Journal de Gand* :

« L'Association libérale de Gand s'est réunie hier à sept heures pour voter une adresse de félicitation à notre bourgmestre. Plus de mille personnes étaient présentes à la réunion.

« Lorsque M. Metdepenningen, qui présidait, a proposé d'envoyer une députation à M. le comte de Kerchove, on a décidé de lui adresser un télégramme, on a crié de tous les points de la salle : *À tous les élus*.

« L'Assemblée a encore décidé de se rendre en corps, dimanche prochain, à Anvers pour féliciter nos amis du service insupportable qu'ils viennent de rendre à la Belgique.

« Ensuite, tous les membres de l'Association, ayant à leur tête MM. Metdepenningen et d'Elhonnig et suivis de milliers d'habitants, se sont rendus chez notre bourgmestre.

« L'enthousiasme était indescriptible. M. Metdepenningen a félicité le comte de Kerchove au nom de la ville de Gand, il lui a remercié des services qu'il a rendus au parti libéral, il lui a donné l'assurance que tous les amis de la liberté continueront à marcher avec lui, avec fermeté et dévouement dans la voie du progrès.

« M. le bourgmestre a remercié d'une voix émue. Il a surtout fait ressortir l'importance de l'instruction populaire et l'intelligence politique de notre population, qui a compris que de la diffusion de l'instruction laïque dépendait l'avenir et le salut de la patrie et qui, par une majorité de plus de dix mille voix, a su encourager les fondateurs, les administrateurs et les amis de nos écoles communales.

« De nombreux corps de musique ont ensuite donné des sérénades à notre bourgmestre, qui a été acclamé avec enthousiasme par la foule immense qui s'était portée devant sa demeure. »

On lit dans le *Progrès de Charleroi* :

« Le parti libéral a triomphé hier dans tout notre arrondissement ainsi que dans la plupart des villes et des grandes communes de notre pays. Nous avions donc raison d'avoir confiance dans les électeurs à 40 %.

« Aussi n'avons-nous rien à retrancher des paroles que nous faisons entendre le 29 juin, et que nous croyons devoir répéter aujourd'hui.

« Les élections communales du 1^{er} juillet auront une influence décisive sur l'avenir de notre pays. La réforme électorale imaginée par nos cléricaux, contrairement à l'avis des anciens doctrinaires, est une œuvre de décadence et de plus inévitables.

« Si cette réforme, comme nous le croyons, renforce le parti libéral, qu'arrivera-t-il ?

« Le parti cléricale sera éliminé dans sa base, et sa chute prochaine deviendra inévitable.

« Les élections communales, qui redoublent l'abaissement du clergé électoral, seront convaincues que le peuple belge, quoique catholique, est éminemment libéral, plus franchement et plus sincèrement libéral même que ne le sont bien des gros censitaires.

« Ce sera donc un événement dans les réformes politiques que nous réclamons depuis longtemps au nom du libéralisme progressif. »

Parmi les candidats admis au ballottage, à Bruges, nous avons fait figurer M. Paul Vanderhofstadt comme cléricale.

On nous écrit de Bruges que MM. Paul Vanderhofstadt et P. Jacqué, candidats de l'Association libérale, ont, au scrutin de ballottage, retiré leur candidature en présence de celle de leurs aînés, anciens conseillers communaux : MM. Paul Deyaux, Termote, Maertens et De Rycker.

La discussion relative à l'instruction obligatoire a commencé aujourd'hui au conseil provincial du Brabant.

Actes officiels. (Extraits du *Moniteur*.)

TRIBUNAUX. — Par arrêté royal du 2 juillet, le sieur Verbeke (G.), avocat à Courtrai, est nommé avoué près le tribunal de première instance séant en cette ville, en remplacement du sieur Coucke, décedé.

NOTARIAT. — Par arrêté royal du 2 juillet, le sieur de Cleene (J.), candidat notaire, juge suppléant à la justice de paix du canton de Zèle, est nommé notaire à cette résidence, en remplacement de son père, démissionnaire.

JUSTICE MILITAIRE. — Par arrêté royal du 2 juillet, le sieur Rogée (J.) est révoqué de ses fonctions de suppléant de l'auditeur militaire des provinces de Liège et de Limbourg.

ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Par arrêté royal en date du 20 juin, le sieur Louis (L.), percepteur des postes de 3^e classe, a été promu à la 2^e classe de son grade.

Par arrêté royal en date du 24 juin, le bureau de perception des postes établi à Lille-Saint-Hubert est transféré à Neerpel.

Par arrêté royal en date du 24 juin, il a été créé à Basrode (F. orientale) un bureau des postes, qui sera rattaché à celui de la station du chemin de fer de diest dans cette localité.

CHEMINS DE FER. — Un arrêté royal du 2 juillet porte qu'il y a utilité publique à agrandir la station de Kockelberg, du chemin de fer de ceinture de Bruxelles.

TELÉGRAPHES. — Un arrêté royal du 24 juin porte :

1^{re}. Les dispositions de la convention télégraphique internationale du 17 mai 1863, révisée à Rome le 14 janvier 1872, seront applicables aux correspondances télégraphiques concernant le territoire du royaume, sauf les exceptions contenues dans les articles suivants.

2^e. La taxe du télégramme ordinaire entre deux points quelconques du territoire belge est fixée

à un centime par mot jusqu'à vingt mots, plus vingt-cinq centimes par mot indivisible de dix mots en sus, y compris la remise à domicile dans la localité desservie par le bureau d'arrivée et, le cas échéant, le transport, par voie postale, soit jusqu'au bureau télégraphique de départ, soit entre le bureau télégraphique d'arrivée et le domicile du destinataire.

3^e. Le collationnement, la priorité de transmission et les opérations accessoires demandées par l'expéditeur sont taxés séparément comme il suit, en sus du tarif ordinaire fixé par l'article 2 :

1^{er} Un supplément égal à la moitié de la taxe de la dépêche, pour la collationnement;

2^o Un supplément égal à la taxe de la dépêche pour la priorité de transmission et pour chaque réexpédition à l'intérieur, en cas de télégramme multiple ou à faire suivre;

3^o Une surtaxe fixe d'un demi-franc, quelle que soit la longueur de la dépêche, pour l'acquéit de réception et, en cas de télégramme multiple, pour chaque copie en sus de la première, à délivrer par le même bureau;

4^o Une surtaxe fixe de 25 centimes, quelle que soit la longueur de la dépêche, pour l'enregistrement. Cette surtaxe est applicable aux télégrammes adressés aux administrations non enregistrées d'offices, lorsque l'expéditeur en demande reçu.

5^o Diverses surtaxes sont perçues cumulativement lorsque les opérations ou les avantages correspondants ont été demandés pour le même télégramme. L'enregistrement est compris dans la taxe des dépêches d'Etat et pour les télégrammes collationnés, urgents, avec accusé de réception ou réponse payée.

6^o Sont respectivement obligatoires : l'urgence, pour les télégrammes déposés avant neuf heures du soir, afin d'être délivrés pendant la nuit, et l'acquéit de réception, pour les télégrammes à transporter par express, lorsque l'expéditeur veut acquiescer d'avance les frais de ce transport.

Sont soumis au tarif ordinaire fixé par l'article 2, les télégrammes dont la réponse est payée d'avance par l'expéditeur. Les réponses ainsi affranchies et les télégrammes dont l'express est payé par le destinataire, sont gratuits.

7^o L'affranchissement au moyen de formules timbrées ou de timbres adhésifs est obligatoire pour toutes les correspondances, tant intérieures qu'internationales.

8^o Tout supplément de taxe inférieur à un quart de franc est compté comme un quart de franc.

9^o Les dispositions des articles précédents sont applicables aux dépêches déposées à tout bureau télégraphique, pour être remises dans la même ville ou localité.

10^o Les taxes perçues en moins par erreur ou par suite du refus du destinataire doivent être complétées par l'expéditeur. Il en est de même des frais d'express qui n'auraient pu être acquittés à l'arrivée par suite d'adresse inexacte ou insuffisante.

M. Demarbat, sous-ingénieur à Mons, a fait don de 500 francs d'argent.

Le conseil général de la Ligue de l'enseignement ayant, à la demande du Cercle local de la Hestre, délégué MM. Buis, Deses, Pries et Vanderkinderen pour lui faire l'exposé du projet d'organisation de l'enseignement primaire, a adopté par la Ligue, ces messieurs se sont rendus, dimanche dernier, en cette localité; les principes de l'instruction gratuite et obligatoire, exposés par M. Ch. Buis, et le principe de la sécularisation de l'enseignement, défendu par M. Pries, ont été vivement acclamés par un auditoire nombreux et sympathique.

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

L'emprunt français continue à fléchir, et malgré les cours désastreux auxquels nous sommes arrivés, les offres ne diminuent pas.

On fait de 84 55 à 84 35. Les Métalliques se traitent à 88 1/8.

Le comptant est agité, mais les cours ne varient guère.

En change, on négocie le Londres à 25-30 et le Paris à 1/2 pour mille de perte.

Communications et avis divers.

Il a été voté, lundi 1^{er} juillet 1872, à la succursale de la Banque nationale, rue des Tanneurs, à Anvers, une somme de 125,500 fr. en 125 billets de banque belges de mille francs et un de cinq cents francs, au préjudice de la maison CORNILLE DAVID.

Une récompense de DIX MILLE FRANCS sera payée à la personne qui mettra la susdite maison à même de recouvrer la somme disparue en totalité ou au moins en bonne partie.

— Assortiment complet de soies n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

Journal LA TURQUIE, 26 juin.

Nous apprenons qu'à la suite de la conclusion définitive des nouvelles conventions avec M. le baron de Hirsch, le grand vizir a adressé à celui-ci une lettre personnelle.

Dans cette lettre, son Altesse asrâd M. de Hirsch de la sympathie avec laquelle Sa Majesté envisage l'œuvre des chemins de fer de Roumélie et constate combien le Sultan apprécie avec satisfaction les services rendus au pays par la construction du chemin de fer, construction qui est en plein progrès et se trouvera prochainement terminée par une partie du réseau.

Le but de cette communication venant après les dernières négociations, et à la veille de la mise en exploitation de plusieurs sections importantes, a été évidemment de répondre aux bruits de toute espèce qui ont couru touchant l'exécution des travaux et de l'opinion que le gouvernement en aurait conçue.

A l'apport de la lettre dont nous parlons, et pour en confirmer le contenu, le grand vizir a annoncé que Sa Majesté a conféré à M. le baron de Hirsch la décoration de l'Osmanie, et en même temps son Altesse a remis à M. le baron de Hirsch, 26 juin, un diplôme de la part de Sa Majesté, un très-beau bracelet enrichi de diamants.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 3 juillet.

On assure qu'aujourd'hui la gauche s'est donné la consigne d'écouter avec beaucoup de calme M. Rouher. On ne saurait trop l'en approuver, mais il faut avouer que c'est avec un grand pitié que M. John Lemoine a rappelé à ce parti qu'il jette les hauts cris, parce que la liberté de la tribune n'est pas respectée à l'égard de l'ex-vice empereur, à quel degré M. Thiers avait été interrompu, vilipendé, insulté, lorsqu'il cherchait à empêcher, en 1870, tous les malheurs d'être précipités par la France.

Bien peu de temps après, ces mêmes hommes qui n'avaient pas eu assez d'insultes pour le citoyen clairvoyant et courageux, étaient à ses pieds lors d'un entrevue qu'il pouvait lui être réservé de devenir un arbitre tutélaire dans cette situation qu'avait perdue l'Empire et ses serviteurs officiels. Il est peu probable que pareil revirement se produise à l'égard de M. Rouher, de la part de ceux qui l'ont interrompu si vivement il y a deux jours.

On n'ose généralement pas que l'impôt sur les matières premières ne sera point admis; il faut donc pour beaucoup M. Thiers de n'avoir pas posé à ce sujet la question de cabinet. On sait que la commission nommée pour examiner le projet de convention avec la Prusse est à peu près favorable.

C'était prévu, mais on s'est dédommé par des concessions inévitables par la violence du langage dans les bureaux. Il paraît qu'une grande quantité de membres de la droite ont semblé prendre plaisir à constater la rigueur des conditions faites par la Prusse, rigueur qu'ils exagèrent encore, en rejetant sur les institutions de la France actuelle la responsabilité des humiliations que, selon ces députés, nous subissons.

On les est vus désolés si la France eût remporté une victoire, ou se fut assurée un triomphe moral profitable à la république; ils étaient presque radieux de l'échec, selon eux, qu'elle subit.

Au reste, il faut le dire, l'aspect de cette Chambre, ainsi que le langage des journaux, ses interprètes, a tout à fait changé depuis quelques jours. La nécessité de la révolution s'impose à ce Parlement, et il ne peut se résigner à la mort. Si l'Assemblée avait su, non pas fonder la république, dont la forme politique était trop contraire à ses idées, mais accepter simplement son mandat de pacification, en le bornant aux premiers soins nécessaires à un pays qui se reconstitue, elle eût pu conserver beaucoup plus longtemps un pouvoir dont elle n'aurait pas dénaturé le caractère, et elle eût mieux mérité une réputation d'honnêteté que quelques-unes des décisions prises par elle ont fait perdre à la France.

On ne peut pas dire que la situation de la Chambre d'affaires, n'ayant, du reste, pas plus de goût à cette besogne qu'elle n'auparavant, n'ait été un continuant. De là, une situation flétrie, intolérable, qui ne peut se dénouer que par un coup d'État parlementaire, ou par une abdication volontaire dont l'Assemblée, du reste, à son retour de la prorogation, sentira le besoin.

On prétend que les députés de la gauche ont voulu exprimer ouvertement hier des commissaires de la droite pour s'opposer de proposer l'approbation d'une convention maladroite, et que la droite, de son côté, avait fait le même calcul. Mais les faits démontrent l'inversé de cette combinaison, plus plausiblement qu'on ne le croit, la majorité, qui a coup sûr été réussie à faire nommer des commissaires de la gauche, n'a même pas laissé écho M. Gambetta, dont le langage a été des plus modérés et qui a eu un moment 15 voix contre 15.

On est tellement sûr du succès de l'emprunt, qu'on s'occupe maintenant des moyens de le démocratiser et de faire en sorte que les petits souscripteurs ne soient pas empêchés d'y participer par les forts capitalistes et les grandes entreprises financières.

On croit que M. Beauvais, avocat et maire de Lorient, républicain, centre gauche, y croit, a de grandes chances pour succéder au sein du Corps-Législatif au général Trochu dans la circonscription du Morbihan qui ce dernier laisse vacant. Le général Trochu, lui, non-seulement renonce à la vie politique, mais doit demander au gouvernement sa mise en disponibilité et veut se consacrer exclusivement maintenant à l'agriculture.

Le grand banquet qui doit être donné par le commerce de Paris au centre gauche, doit avoir lieu, me dit-on, le 21 juillet.

M. de Contat-Biron va bientôt demander un congé.

Ce serait après son retour à Paris qu'il consulterait ses amis sur la question de savoir s'il doit conserver ses fonctions sous un gouvernement qui a rompu complètement avec l'opinion à laquelle il appartient.

On assure qu'hier, au moment, la suspension du journal le Figaro avait été décidée. Le décret aurait été même rédigé, sinon signé, et on n'aurait suris que sur l'intervention du préfet de police qui aurait mesuré dans la clientèle de ce journal. C'est un article très-vif contre l'emprunt qui aurait été le motif de cette rigueur. Sur ce point comme sur d'autres, le Figaro pouvait avoir tort; mais, ce qu'il y aurait au monde de moins concluant comme réplique, ce serait de le supprimer. Seulement que nos gouvernants n'ont pas la main plus lourde pour les journaux d'opinion contraire, et ne recourent pas à des mesures de rigueur contre des feuilles qui tombent dans l'excès opposé, celui du radicalisme; suppressions qui ont poussé des cris de joie aux feuilles conservatrices, lesquelles se réjouiraient toutes, avec le plus touchant ensemble, si l'on suspendait un journal du grand parti de l'ordre, c'est-à-dire du parti qui conspire le renversement de ce qui existe. La suppression du Figaro eût été tout simplement un absurde, je le répète, mais celle du Radical, sans qu'il y ait davantage à approuver la ligne politique du journal disparu, n'a été inspirée par un sentiment plus libéral, ni justifiée par plus de logique.

M. Saint-Marc Girardin a publié une longue lettre qui a paru peu compréhensible, a produit peu d'effet et dont les feuilles monarchistes n'ont elles-mêmes pas beaucoup compris l'unité.

Il est d'usage, de ce même côté, de dire que les administrations ainsi que les parquets sont peuplés de fonctionnaires et de magistrats gambettistes, et pourtant qu'on a entendu, dans l'affaire relative au duel de M. de Cassagne et E. Leclercq, le magistrat public déclarant qu'il avait compris et partagé l'impression pénible éprouvée par le rédacteur du Pays, en voyant les atteintes dont était l'objet un souverain qui avait régné sur la France.

Il faut croire aussi que ce n'est pas un fonctionnaire très-gambettiste, ce maire de Seray, dans le Midi, qui, obligé, par les réclamations de ses administrés, de faire afficher partout le rapport de M. Pasquier d'Audiffert, l'aurait fait couvrir par le Journal officiel, alléguant, en réponse à ses nouvelles réclamations, qu'on pouvait, si on voulait, « lever le Journal officiel pour lire dessous le discours de M. d'Audiffert-Pasquier. » Ceci est littéralement écrit dans la dernière proclamation de l'autorité de Seray.

Il n'est pas de miracle, on le sait, qu'il n'ait produit un objet de commerce, généralement une liqueur émérite. Voici maintenant que l'on vend la liqueur de Notre-Dame de Lourde.

Comme fait plus sérieux on annonce la démission de M. Poulain, maire de Reims, et de plusieurs membres du corps municipal de la même ville. Beaucoup d'usines se fondent dans les Vosges et on croit que ce département héritera de la prospérité industrielle de ceux qui nous ont été enlevés.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 3 juillet.

On assure qu'aujourd'hui la gauche s'est donné la consigne d'écouter avec beaucoup de calme M. Rouher. On ne saurait trop l'en approuver, mais il faut avouer que c'est avec un grand pitié que M. John Lemoine a rappelé à ce parti qu'il jette les hauts cris, parce que la liberté de la tribune n'est pas respectée à l'égard de l'ex-vice empereur, à quel degré M. Thiers avait été interrompu, vilipendé, insulté, lorsqu'il cherchait à empêcher, en 1870, tous les malheurs d'être précipités par la France.

Bien peu de temps après, ces mêmes hommes qui n'avaient pas eu assez d'insultes pour le citoyen clairvoyant et courageux, étaient à ses pieds lors d'un entrevue qu'il pouvait lui être réservé de devenir un arbitre tutélaire dans cette situation qu'avait perdue l'Empire et ses serviteurs officiels. Il est peu probable que pareil revirement se produise à l'égard de M. Rouher, de la part de ceux qui l'ont interrompu si vivement il y a deux jours.

On n'ose généralement pas que l'impôt sur les matières premières ne sera point admis; il faut donc pour beaucoup M. Thiers de n'avoir pas posé à ce sujet la question de cabinet. On sait que la commission nommée pour examiner le projet de convention avec la Prusse est à peu près favorable.

C'était prévu, mais on s'est dédommé par des concessions inévitables par la violence du langage dans les bureaux. Il paraît qu'une grande quantité de membres de la droite ont semblé prendre plaisir à constater la rigueur des conditions faites par la Prusse, rigueur qu'ils exagèrent encore, en rejetant sur les institutions de la France actuelle la responsabilité des humiliations que, selon ces députés, nous subissons.

On les est vus désolés si la France eût remporté une victoire, ou se fut assurée un triomphe moral profitable à la république; ils étaient presque radieux de l'échec, selon eux, qu'elle subit.

Au reste, il faut le dire, l'aspect de cette Chambre, ainsi que le langage des journaux, ses interprètes, a tout à fait changé depuis quelques jours. La nécessité de la révolution s'impose à ce Parlement, et il ne peut se résigner à la mort. Si l'Assemblée avait su, non pas fonder la république, dont la forme politique était trop contraire à ses idées, mais accepter simplement son mandat de pacification, en le bornant aux premiers soins nécessaires à un pays qui se reconstitue, elle eût pu conserver beaucoup plus longtemps un pouvoir dont elle n'aurait pas dénaturé le caractère, et elle eût mieux mérité une réputation d'honnêteté que quelques-unes des décisions prises par elle ont fait perdre à la France.

On ne peut pas dire que la situation de la Chambre d'affaires, n'ayant, du reste, pas plus de goût à cette besogne qu'elle n'auparavant, n'ait été un continuant. De là, une situation flétrie, intolérable, qui ne peut se dénouer que par un coup d'État parlementaire, ou par une abdication volontaire dont l'Assemblée, du reste, à son retour de la prorogation, sentira le besoin.

On prétend que les députés de la gauche ont voulu exprimer ouvertement hier des commissaires de la droite pour s'opposer de proposer l'approbation d'une convention maladroite, et que la droite, de son côté, avait fait le même calcul. Mais les faits démontrent l'inversé de cette combinaison, plus plausiblement qu'on ne le croit, la majorité, qui a coup sûr été réussie à faire nommer des commissaires de la gauche, n'a même pas laissé écho M. Gambetta, dont le langage a été des plus modérés et qui a eu un moment 15 voix contre 15.

On est tellement sûr du succès de l'emprunt, qu'on s'occupe maintenant des moyens de le démocratiser et de faire en sorte que les petits souscripteurs ne soient pas empêchés d'y participer par les forts capitalistes et les grandes entreprises financières.

On croit que M. Beauvais, avocat et maire de Lorient, républicain, centre gauche, y croit, a de grandes chances pour succéder au sein du Corps-Législatif au général Trochu dans la circonscription du Morbihan qui ce dernier laisse vacant. Le général Trochu, lui, non-seulement renonce à la vie politique, mais doit demander au gouvernement sa mise en disponibilité et veut se consacrer exclusivement maintenant à l'agriculture.

Le grand banquet qui doit être donné par le commerce de Paris au centre gauche, doit avoir lieu, me dit-on, le 21 juillet.

M. de Contat-Biron va bientôt demander un congé.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 3 juillet.

On assure qu'aujourd'hui la gauche s'est donné la consigne d'écouter avec beaucoup de calme M. Rouher. On ne saurait trop l'en approuver, mais il faut avouer que c'est avec un grand pitié que M. John Lemoine a rappelé à ce parti qu'il jette les hauts cris, parce que la liberté de la tribune n'est pas respectée à l'égard de l'ex-vice empereur, à quel degré M. Thiers avait été interrompu, vilipendé, insulté, lorsqu'il cherchait à empêcher, en 1870, tous les malheurs d'être précipités par la France.

Bien peu de temps après, ces mêmes hommes qui n'avaient pas eu assez d'insultes pour le citoyen clairvoyant et courageux, étaient à ses pieds lors d'un entrevue qu'il pouvait lui être réservé de devenir un arbitre tutélaire dans cette situation qu'avait perdue l'Empire et ses serviteurs officiels. Il est peu probable que pareil revirement se produise à l'égard de M. Rouher, de la part de ceux qui l'ont interrompu si vivement il y a deux jours.

On n'ose généralement pas que l'impôt sur les matières premières ne sera point admis; il faut donc pour beaucoup M. Thiers de n'avoir pas posé à ce sujet la question de cabinet. On sait que la commission nommée pour examiner le projet de convention avec la Prusse est à peu près favorable.

C'était prévu, mais on s'est dédommé par des concessions inévitables par la violence du langage dans les bureaux. Il paraît qu'une grande quantité de membres de la droite ont semblé prendre plaisir à constater la rigueur des conditions faites par la Prusse, rigueur qu'ils exagèrent encore, en rejetant sur les institutions de la France actuelle la responsabilité des humiliations que, selon ces députés, nous subissons.

On les est vus désolés si la France eût remporté une victoire, ou se fut assurée un triomphe moral profitable à la république; ils étaient presque radieux de l'échec, selon eux, qu'elle subit.

Au reste, il faut le dire, l'aspect de cette Chambre, ainsi que le langage des journaux, ses interprètes, a tout à fait changé depuis quelques jours. La nécessité de la révolution s'impose à ce Parlement, et il ne peut se résigner à la mort. Si l'Assemblée avait su, non pas fonder la république, dont la forme politique était trop contraire à ses idées, mais accepter simplement son mandat de pacification, en le bornant aux premiers soins nécessaires à un pays qui se reconstitue, elle eût pu conserver beaucoup plus longtemps un pouvoir dont elle n'aurait pas dénaturé le caractère, et elle eût mieux mérité une réputation d'honnêteté que quelques-unes des décisions prises par elle ont fait perdre à la France.

On ne peut pas dire que la situation de la Chambre d'affaires, n'ayant, du reste, pas plus de goût à cette besogne qu'elle n'auparavant, n'ait été un continuant. De là, une situation flétrie, intolérable, qui ne peut se dénouer que par un coup d'État parlementaire, ou par une abdication volontaire dont l'Assemblée, du reste, à son retour de la prorogation, sentira le besoin.

On prétend que les députés de la gauche ont voulu exprimer ouvertement hier des commissaires de la droite pour s'opposer de proposer l'approbation d'une convention maladroite, et que la droite, de son côté, avait fait le même calcul. Mais les faits démontrent l'inversé de cette combinaison, plus plausiblement qu'on ne le croit, la majorité, qui a coup sûr été réussie à faire nommer des commissaires de la gauche, n'a même pas laissé écho M. Gambetta, dont le langage a été des plus modérés et qui a eu un moment 15 voix contre 15.

On est tellement sûr du succès de l'emprunt, qu'on s'occupe maintenant des moyens de le démocratiser et de faire en sorte que les petits souscripteurs ne soient pas empêchés d'y participer par les forts capitalistes et les grandes entreprises financières.

On croit que M. Beauvais, avocat et maire de Lorient, républicain, centre gauche, y croit, a de grandes chances pour succéder au sein du Corps-Législatif au général Trochu dans la circonscription du Morbihan qui ce dernier laisse vacant. Le général Trochu, lui, non-seulement renonce à la vie politique, mais doit demander au gouvernement sa mise en disponibilité et veut se consacrer exclusivement maintenant à l'agriculture.

Le grand banquet qui doit être donné par le commerce de Paris au centre gauche, doit avoir lieu, me dit-on, le 21 juillet.

M. de Contat-Biron va bientôt demander un congé.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 1^{er} juillet.

SYNODE GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

L'assemblée générale, après avoir voté que le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise réformée de France, que le synode est la plus haute représentation de l'Eglise et qu'il se réunit périodiquement, en est arrivée la semaine dernière à abroger la grosse affaire de la loi électorale. La commission avait chargé M. Laurens de faire à ce sujet un rapport; mais le rapporteur s'est contenté de résumer la loi et de dire qu'elle était mauvaise, et qu'il ne pouvait pas la défendre. M. Laurens n'a pas dit un mot de la loi électorale. La commission a été obligée de demander l'indulgence pour la forme des projets de loi présentés par elle et de ne s'attacher qu'au fond qui, après tout, fait le seul objet des discussions.

M. Thiers est, dit-on, fort irrité de l'accueil glacial que lui a fait l'Assemblée dans la séance d'hier.

Le bruit court — et je crois que c'est la droite qui le fait courir — que si M. Thiers donnait de nouveau sa démission, le maréchal Mac-Mahon accepterait la présidence de la république. Ce bruit de colouirs doit être accueilli avec autant plus de réserves que le maréchal se soit toujours refusé avec obstination à jouer un rôle politique, et particulièrement celui qu'on lui veut attribuer là.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 1^{er} juillet.

SYNODE GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

L'assemblée générale, après avoir voté que le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise réformée de France, que le synode est la plus haute représentation de l'Eglise et qu'il se réunit périodiquement, en est arrivée la semaine dernière à abroger la grosse affaire de la loi électorale. La commission avait chargé M. Laurens de faire à ce sujet un rapport; mais le rapporteur s'est contenté de résumer la loi et de dire qu'elle était mauvaise, et qu'il ne pouvait pas la défendre. M. Laurens n'a pas dit un mot de la loi électorale. La commission a été obligée de demander l'indulgence pour la forme des projets de loi présentés par elle et de ne s'attacher qu'au fond qui, après tout, fait le seul objet des discussions.

M. Thiers est, dit-on, fort irrité de l'accueil glacial que lui a fait l'Assemblée dans la séance d'hier.

Le bruit court — et je crois que c'est la droite qui le fait courir — que si M. Thiers donnait de nouveau sa démission, le maréchal Mac-Mahon accepterait la présidence de la république. Ce bruit de colouirs doit être accueilli avec autant plus de réserves que le maréchal se soit toujours refusé avec obstination à jouer un rôle politique, et particulièrement celui qu'on lui veut attribuer là.

moi il a été bien assez cruel de le conclure. (M. Thiers a des larmes dans la voix.) J'ai fait ce que j'ai pu, avec de grands efforts... La gauche applaudit, la droite et le centre droit restent muets.

M. Thiers, enfin, se plaint de l'impopularité de l'Assemblée nationale. « On est plus juste pour lui en Angleterre... » Sur quoi, violente sortie de M. de Gavardie, auquel M. Grévy est obligé d'imposer silence. (Applaudissements à gauche et toujours silence à droite.)

Vraiment, en tant qu'orateur, en tant que lecteur, M. Thiers est admirable. Après l'émotion voici le persilage: impossible d'être plus maltraité que M. Laurent, sur lequel il s'acharne particulièrement, et même que M. Raudot, qu'il houspille en passant.

Mais si de temps en temps son merveilleux esprit se fait jour par fusées, s'il s'efforce passionnément à effacer la question du traité et quelques autres, il fait dire que sa persistance à préconiser son impôt le porte à s'étendre trop longtemps sur les infimes détails de la question. Jusqu'à cinq heures et demi il occupe la tribune.

M. Buffet lui succède au moment où l'on crie: « Aux voix. » Cela va-t-il passionner le débat? Nous allons voir.

« La question, dit M. Buffet, est de savoir quel impôt nous donnera effectivement des ressources au trésor. Admettons que l'impôt sur les matières premières soit le meilleur; admettons encore que nous ayons, malgré les traités, le droit de l'établir. Donnera-t-il des ressources ou non? »

M. Buffet explique les conditions des traités, et démontre que ces traités nous laissent bien maîtres d'imposer nos produits; mais par la combinaison des faits ce seraient les produits étrangers que nous imposerions aussi, d'où une impossibilité d'application.

(Autre correspondance.)

Versailles, 3 juillet.

On commente beaucoup aujourd'hui l'attitude hostile que la droite a montrée hier dans les bureaux contre le traité. Les arguments les plus élargis y ont été présentés. C'est que la droite a inauguré sa politique d'opposition contre M. Thiers, et, tout en se souvenant pas à repousser le traité, elle a essayé de détruire la bonne impression que pouvait produire sur le pays le résultat des négociations menées avec tant d'habileté par M. le président de la république. L'argument principal qui a été invoqué contre la convention est celui-ci: le traité de Francfort est aggravé, puisque l'armée d'occupation restera tout entière dans les deux derniers départements, après l'évacuation des quatre premiers; il est donc plus juste que l'armée reste également répartie dans les six départements et que la libération soit plus tardive. La réponse était facile à faire, et le général de Cissey l'a faite en déclarant que le gouvernement préparait des baraquements pour loger l'armée allemande dans les deux derniers départements. D'ailleurs, ainsi que je vous l'ai dit — et mes informations sont probablement confirmées par l'événement — l'armée d'occupation sera réduite. M. d'Armin l'a fait espérer et même l'a presque affirmé à M. Thiers.

On devrait se rappeler que les négociations n'ont pu être commencées qu'après une bien grande insistance de la part de M. Thiers, parce que le gouvernement allemand, obéissant aux suggestions du parti militaire, se refusait, dès le principe, à engager des pourparlers. Je vous ai rendu compte, pour ainsi dire jour par jour, des difficultés incessantes contre lesquelles devait lutter M. Thiers dans les entretiens qu'il a eus avec M. d'Armin, et particulièrement à propos de l'article 6, sur l'effectif futur de l'armée d'occupation. M. le ministre des affaires étrangères a eu une longue entrevue avec l'ambassadeur d'Allemagne, pour obtenir que le chiffre des troupes allemandes fût diminué proportionnellement à l'étendue du territoire évacué. Si le traité n'a pu être aussi favorable que le public et que la Chambre croient l'être, il ne faut en aucune façon en accuser le gouvernement. Les négociations n'ont été aussi promptement menées à bonne fin que grâce à la confiance triomphante qu'inspire M. Thiers au cabinet de Berlin.

La commission de l'instruction primaire a entendu aujourd'hui, de midi à deux heures, le ministre de l'instruction publique. Vous savez que le projet de la commission est entièrement différent de celui qui a été présenté par le ministre. Aussi M. Jules Simon a-t-il déclaré que la commission ayant supprimé dans son nouveau projet de loi le principe de l'obligation, il n'avait pas à discuter cette question qui serait tranchée devant la Chambre. Puis, il a critiqué les deux tiers du projet de la commission.

La séance a été ajournée à lundi. Le ministre doit s'y rendre de nouveau pour présenter ses objections sur la fin de la loi. Il a déclaré qu'en tout cas il maintiendrait intact son projet et qu'il le défendrait devant l'Assemblée.

M. Thiers est, dit-on, fort irrité de l'accueil glacial que lui a fait l'Assemblée dans la séance d'hier.

Le bruit court — et je crois que c'est la droite qui le fait courir — que si M. Thiers donnait de nouveau sa démission, le maréchal Mac-Mahon accepterait la présidence de la république. Ce bruit de colouirs doit être accueilli avec autant plus de réserves que le maréchal se soit toujours refusé avec obstination à jouer un rôle politique, et particulièrement celui qu'on lui veut attribuer là.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 1^{er} juillet.

SYNODE GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

L'assemblée générale, après avoir voté que le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise réformée de France, que le synode est la plus haute représentation de l'Eglise et qu'il se réunit périodiquement, en est arrivée la semaine dernière à abroger la grosse affaire de la loi électorale. La commission avait chargé M. Laurens de faire à ce sujet un rapport; mais le rapporteur s'est contenté de résumer la loi et de dire qu'elle était mauvaise, et qu'il ne pouvait pas la défendre. M. Laurens n'a pas dit un mot de la loi électorale. La commission a été obligée de demander l'indulgence pour la forme des projets de loi présentés par elle et de ne s'attacher qu'au fond qui, après tout, fait le seul objet des discussions.

M. Thiers est, dit-on, fort irrité de l'accueil glacial que lui a fait l'Assemblée dans la séance d'hier.

Le bruit court — et je crois que c'est la droite qui le fait courir — que si M. Thiers donnait de nouveau sa démission, le maréchal Mac-Mahon accepterait la présidence de la république. Ce bruit de colouirs doit être accueilli avec autant plus de réserves que le maréchal se soit toujours refusé avec obstination à jouer un rôle politique, et particulièrement celui qu'on lui veut attribuer là.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 1^{er} juillet.

SYNODE GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

L'assemblée générale, après avoir voté que le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise réformée de France, que le synode est la plus haute représentation de l'Eglise et qu'il se réunit périodiquement, en est arrivée la semaine dernière à abroger la grosse affaire de la loi électorale. La commission avait chargé M. Laurens de faire à ce sujet un rapport; mais le rapporteur s'est contenté de résumer la loi et de dire qu'elle était mauvaise, et qu'il ne pouvait pas la défendre. M. Laurens n'a pas dit un mot de la loi électorale. La commission a été obligée de demander l'indulgence pour la forme des projets de loi présentés par elle et de ne s'attacher qu'au fond qui, après tout, fait le seul objet des discussions.

M. Thiers est, dit-on, fort irrité de l'accueil glacial que lui a fait l'Assemblée dans la séance d'hier.

Le bruit court — et je crois que c'est la droite qui le fait courir — que si M. Thiers donnait de nouveau sa démission, le maréchal Mac-Mahon accepterait la présidence de la république. Ce bruit de colouirs doit être accueilli avec autant plus de réserves que le maréchal se soit toujours refusé avec obstination à jouer un rôle politique, et particulièrement celui qu'on lui veut attribuer là.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 1^{er} juillet.

SYNODE GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

L'assemblée générale, après avoir voté que le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise réformée de France, que le synode est la plus haute représentation de l'Eglise et qu'il se réunit périodiquement, en est arrivée la semaine dernière à abroger la grosse affaire de la loi électorale. La commission avait chargé M. Laurens de faire à ce sujet un rapport; mais le rapporteur s'est contenté de résumer la loi et de dire qu'elle était mauvaise, et qu'il ne pouvait pas la défendre. M. Laurens n'a pas dit un mot de la loi électorale. La commission a été obligée de demander l'indulgence pour la forme des projets de loi présentés par elle et de ne s'attacher qu'au fond qui, après tout, fait le seul objet des discussions.

M. Thiers est, dit-on, fort irrité de l'accueil glacial que lui a fait l'Assemblée dans la séance d'hier.

Le bruit court — et je crois que c'est la droite qui le fait courir — que si M. Thiers donnait de nouveau sa démission, le maréchal Mac-Mahon accepterait la présidence de la république. Ce bruit de colouirs doit être accueilli avec autant plus de réserves que le maréchal se soit toujours refusé avec obstination à jouer un rôle politique, et particulièrement celui qu'on lui veut attribuer là.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 1^{er} juillet.

SYNODE GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

L'assemblée générale, après avoir voté que le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise réformée de France, que le synode est la plus haute représentation de l'Eglise et qu'il se réunit périodiquement, en est arrivée la semaine dernière à abroger la grosse affaire de la loi électorale. La commission avait chargé M. Laurens de faire à ce sujet un rapport; mais le rapporteur s'est contenté de résumer la loi et de dire qu'elle était mauvaise, et qu'il ne pouvait pas la défendre. M. Laurens n'a pas dit un mot de la loi électorale. La commission a été obligée de demander l'indulgence pour la forme des projets de loi présentés par elle et de ne s'attacher qu'au fond qui, après tout, fait le seul objet des discussions.

M. Thiers est, dit-on, fort irrité de l'accueil glacial que lui a fait l'Assemblée dans la séance d'hier.

Le bruit court — et je crois que c'est la droite qui le fait courir — que si M. Thiers donnait de nouveau sa démission, le maréchal Mac-Mahon accepterait la présidence de la république. Ce bruit de colouirs doit être accueilli avec autant plus de réserves que le maréchal se soit toujours refusé avec obstination à jouer un rôle politique, et particulièrement celui qu'on lui veut attribuer là.

reduite le plus d'être la jeunesse, c'est-à-dire la sévérité des difficultés, d'ailleurs, il suffit de se rappeler la vie; mais l'opinion publique est là, et heureusement on ne peut pas toujours haïr les épaules en présence du juge-léon. Vainement essayait-on de proposer que l'âge fût maintenu à 30 ans pour les députés et abaissé à 25 ans pour les chefs de famille; la droite sentit que cet arrangement ne satisfaisait personne et il fut décidé de fixer à 25 ans l'âge de l'électeur, marié ou non. C'était un pas dans la voie du progrès. Il effrayait bien des routiniers pourtant et l'on songe aussitôt à en pallier les effets. On proposa dans ce but la condition suivante: l'électeur devra déclarer qu'il adhère à la vérité, telle qu'elle est révélée dans les saintes Ecritures.

Supposiez l'effet que produirait en France une loi votée par l'Assemblée nationale décrétant que, pour être électeur, tout citoyen français doit déclarer qu'il croit la légitimité la seule bonne forme de gouvernement, et vous vous ferez une idée de l'accueil que font les libéraux à cette proposition ultramontaine.

MM. Vigüé, Colani, E. Coquerel, Gaurès, protestèrent énergiquement et la gauche tout entière s'abstint au moment du vote. Il se produisit un incident véritablement unique dans les annales parlementaires. Un membre de la droite, M. Abt, avait proposé un amendement qui semblait devoir être accueilli par la gauche, à cause de son caractère conciliant. On avait déjà voté par assis et levé, les libéraux s'étaient prononcés pour l'amendement, mais le résultat semblait incertain, le vice-président fit recommencer le vote par appel nominal. Entre les deux épreuves, les orthodoxes persuadés M. Abt de retirer sa proposition. Il veut le faire, mais il est trop tard et lorsque le secrétaire appelle son nom, M. Abt vote solennellement contre son propre amendement. Ceci donnera une idée de ce que peut produire la passion religieuse.

Voici maintenant les conditions de l'électorat telles qu'elles ont été votées par la majorité.

Pour être électeur il faut en faire demande et:

- 1^{re} Être âgé de 25 ans révolus;
- 2^{de} Résider pendant un an dans la paroisse, si l'on est français, et deux ans si l'on est étranger;
- 3^{de} Justifier de son admission dans l'Eglise et de sa participation à la sainte Cène;
- 4^{de} En cas de mariage, avoir reçu la bénédiction nuptiale protestante;
- 5^{de} Elever tous ses enfants dans la religion réformée;
- 6^{de} Fréquenter le culte et participer à ses charges;
- 7^{de} Déclarer, verbalement ou par écrit, que l'on adhère à la vérité telle qu'elle est révélée dans les saintes Ecritures.

Deux incidents remarquables sont encore à signaler dans les débats de la semaine dernière. Le premier, c'est le vote à l'unanimité, moins quinze voix, d'une proposition par laquelle la gauche, M. Auguste Bide, l'éminent pasteur libéral de Paris, avait présenté une proposition faisant de l'instruction une condition de l'électorat. Elle a été adoptée, et à partir du 1^{er} janvier 1873, tout protestant, pour être inscrit sur le registre électoral de sa paroisse, devra savoir lire et écrire.

Je ne ferai pas ressortir tout ce qu'il y a de solennel dans cette protestation en faveur de l'instruction obligatoire, au moment où le catholicisme cherche à recueillir le plus de signatures possibles contre ce bienfait moral.

Un autre fait à signaler, c'est la proposition présentée par M. J. Albert, dans l'intérêt de la représentation des minorités, du cumul des votes, permettant à l'électeur d'inscrire sur son bulletin autant de fois le même nom qu'il y a de candidats à élire. C'est, dit-on, comme l'ont dit plusieurs orateurs, un grand honneur pour le protestantisme d'affirmer ainsi son respect pour le droit des minorités en présence du monde politique; mais la droite, tout en déclarant, par l'organe de M. Bois, que cette idée lui est sympathique, a préféré se retrancher derrière cette objection que nul parti cette idée n'avait été suffisamment approfondie et qu'il valait mieux la représenter dans une autre session synodale.

Enfin, le grand événement de la semaine, c'est la lecture de trois propositions tendant au même but et portant de trois groupes bien différents la première est signée par M. Babut, la deuxième par M. Pernessin et la troisième porte des noms connus ailleurs que dans le monde religieux, nous les citons à cause de son caractère plus franchement laïque:

« Considérant que la liberté religieuse est la loi de l'avenir;

« Que le seul moyen de la fonder est de séparer les Eglises de l'Etat;

« Considérant qu'il ne suffit pas d'énoncer un principe abstrait sans application immédiate, qu'il importe, au contraire, à l'honneur du nom protestant, que le premier synode de l'Eglise réformée ne se sépare pas sans avoir pris, devant l'opinion publique et devant les pouvoirs constitués, l'initiative d'une mesure décisive,

« Ont l'honneur de proposer au synode l'adoption des deux résolutions suivantes:

« Première résolution. — Le synode général de l'Eglise réformée de France demande, par voie de pétition, au gouvernement et à l'Assemblée nationale, la suppression du budget de tous les cultes à partir du 1^{er} janvier 1874, en s'en remettant d'ailleurs à la sagesse du législateur pour toutes les mesures de transition qui paraîtront équitables.

« Deuxième résolution. — Le synode nommera une commission chargée d'étudier la création d'une caisse centrale de l'Eglise réformée de France, afin de pourvoir, par des dons et souscriptions volontaires, au traitement des pasteurs et aux dépenses du culte.

« COLANT, CLAMAGÈRE, ATH, COQUEREL, colonel DENFERT, DIDE, GROZ, etc., etc.

Ces propositions ont été accueillies avec faveur par le synode et feront l'objet de discussions prochaines. A. S.

M. Gambetta, dans son bureau, a présenté les observations que voici à l'appui de la convention avec l'Allemagne:

« La convention actuelle réalise des avantages considérables: au premier chef, elle nous libère, elle substitue le principe de l'évacuation graduelle; au principe du paiement intégral à une date fixe, elle substitue le paiement par lots. Les termes de l'évacuation sont en rapport avec les paiements successifs.

« Au point de vue financier, le traité de Francfort stipulait une impossibilité matérielle, le paiement des trois milliards à une date fixe et rapprochée, le 1^{er} mars 1874. Que faut-il par la convention actuelle, on allonge le bénéfice du terme au profit du débiteur.

« On va plus loin, on lui maintient le bénéfice de l'évacuation anticipée. Mais on va plus loin encore. Toute la difficulté de la situation actuelle résultait de cette exportation, sans compensation, à un moment donné, d'une somme aussi colossale que trois milliards de francs.

« On accorde actuellement 300 millions préparés en vue de cette opération par le gouvernement français, et dont l'exportation, faite de longue main, n'agira plus sur le marché financier.

« Pour le dernier milliard, qui n'est exigible qu'en 1874, on a obtenu un prêt de 100 millions, garanti par les garanties financières. Et dans le premier milliard de 1874, on peut être assuré que ces garanties, déjà prises à l'heure actuelle, ne seront pas refusées.

« L'opération de trois milliards se réduit donc, au point de vue financier, à un mouvement de capitaux de moindre importance au capital primitif.

« Les facilités accordées par l'Allemagne vont même jusqu'à consentir aux versements par 100 millions, comme si l'on avait fait la guerre au Mexique, en regard du chiffre de trois milliards.

« Le troisième avantage que nous procure la convention n'est pas à dédaigner, si l'on s'arrête aux stipulations mal définies des traités de Schleisbourg et de Prague, stipulations si désastreuses pour la délimitation du Schleswig.

« La convention actuelle porte que Belfort et le territoire entre son évacuation dans les quinze jours, chiffre bien précis, qui suivront le paiement du dernier milliard.

« Il ne faut pas non plus s'arrêter à ce qu'on trouve d'exorbitant, au premier abord, dans la prétention de maintenir à 300 millions le chiffre de l'armée d'occupation.

« L'article 6 du traité définit une situation et en prépare une autre. Elle définit le droit de porter l'effectif à 50,000 hommes, et réserve le droit de le modifier le chiffre proportionnellement aux territoires évacués.

« C'est une situation qui sera réglée ultérieurement.

ment et dont le *modus tractandi* est admis. Pour obvier à ces difficultés, d'ailleurs, il suffit de se rappeler la vie; mais l'opinion publique est là, et heureusement on ne peut pas toujours haïr les épaules en présence du juge-léon. Vainement essayait-on de proposer que l'âge fût maintenu à 30 ans pour les députés et abaissé à 25 ans pour les chefs de famille; la droite sentit que cet arrangement ne satisfaisait personne et il fut décidé de fixer à 25 ans l'âge de l'électeur, marié ou non. C'était un pas dans la voie du progrès. Il effrayait bien des routiniers pourtant et l'on songe aussitôt à en pallier les effets. On proposa dans ce but la condition suivante: l'électeur devra déclarer qu'il adhère à la vérité, telle qu'elle est révélée dans les saintes Ecritures.

Supposiez l'effet que produirait en France une loi votée par l'Assemblée nationale décrétant que, pour être électeur, tout citoyen français doit déclarer qu'il croit la légitimité la seule bonne forme de gouvernement, et vous vous ferez une idée de l'accueil que font les libéraux à cette proposition ultramontaine.

MM. Vigüé, Colani, E. Coquerel, Gaurès, protestèrent énergiquement et la gauche tout entière s'abstint au moment du vote. Il se produisit un incident véritablement unique dans les annales parlementaires. Un membre de la droite, M. Abt, avait proposé un amendement qui semblait devoir être accueilli par la gauche, à cause de son caractère conciliant. On avait déjà voté par assis et lev

sés; l'exhaussement du parquet ou l'abaissement de la coupe. On venait aussi donner un peu plus d'air à la salle, en adoptant une nuance plus claire. On trouve, avec raison, que l'architecture a été trop prodigue dans ce monument de la couleur chocolat : c'est du chocolat pur dans l'intérieur, du chocolat au lait à l'extérieur, enfin infiniment trop de cette substance alimentaire.

Le conseil municipal est réuni en session extraordinaire, et va avoir à examiner plusieurs projets importants préparés par la junte. Enfin, après bien des temps consacrés à des travaux préliminaires, aux lenteurs administratives pour les adjudications et les expropriations, nous touchons au moment où Rome va être élevée matériellement au rang de capitale.

Il était temps de se décider à faire quelque chose, car la difficulté de trouver des logements devient chaque jour plus grande, moins encore à cause de la rareté des locaux qu'à cause des prétentions exorbitantes des propriétaires. Ce sont toujours les petits logements qui ont défaut, et au lieu de songer à édifier des maisons simples et modestes, avec des appartements à des prix modiques, les compagnies adjudicatrices élèvent des constructions monumentales et divisent leurs terrains en petites villas de luxe.

Il y a eu en ces jours-ci un meeting très pacifique d'ouvriers de toutes les classes pour s'occuper de la question des logements. Des commissaires ont été nommés, afin de porter leurs doléances auprès du préfet, et du préfet, la délégation a reçu un excellent accueil des autorités, mais on a cherché à leur faire comprendre les difficultés pratiques que rencontrait leur réclamation. Alors les ouvriers délégués ont exhibé un plan dont l'exécution serait facile, peu coûteuse et donnerait pleine satisfaction à leurs vœux et à leurs besoins. M. Gada a promis d'examiner ce projet avec tout l'intérêt qu'il mérite et de faire son possible pour le mettre à exécution.

Malheureusement le conseil municipal hésite à se faire entreprendre, et les sociétés éducatrices qui ont fondé sur Rome pour se partager la curée des constructions, sont composées de spéculateurs qui n'ont point intérêt à fournir au public des habitations à bon marché.

Je suis entré dans ces détails pour vous démontrer le bon esprit qui anime nos braves ouvriers.

Nous sommes dans la saison des fêtes gastronomiques : banquets agricoles, banquet des députés de la gauche et de la majorité, banquet des journalistes ; tout cela s'est succédé en peu de jours, et tous ceux qui y ont pris part ont si bien fonctionné qu'ils sont prêts à recommencer. Vient viennent les fêtes champêtres des environs de Rome, avec leurs invariables programmes qui ont toujours le don d'attirer les Romains. Le beau temps est décidément venu, et l'on aime à aller se distraire à la campagne du tracé de ses affaires ou des préoccupations de la politique.

A l'intérieur, Rome offre aux amateurs toutes sortes de divertissements qui étaient inconnus sous un gouvernement bigot : bals publics, cafés-chantants, tableaux vivants, orchestres sur les places et les proménades. Autrefois, le peuple n'avait d'autre amusement que les fêtes religieuses, d'autre distraction que le confessionnal. A la tombée de la nuit, la rue appartenait aux gendarmes et aux sbires, l'on y rencontrait que des égarés attardés ou des prélores ; les cafés étaient fermés, les Romains devaient rentrer chez eux, et s'ils s'arrêtaient un moment, ils étaient pris pour des conspirateurs, interrogés, fouillés, maltraités et conduits en prison. Aujourd'hui l'on n'est plus tenu d'aller à la messe, sous peine d'encourir la colère du curé, qui était une autorité redoutable ; ceux qui sont rebellés aux lois de l'Eglise ne voient plus leurs noms affichés à la porte de la paroisse, et l'on peut se promener au Corso à toute heure, même le jour de la fête de Saint-Joseph, sans s'exposer à être saisi par les gendarmes. Les Romains préfèrent cette seconde manière. A. V.

NOUVELLES DU NORD.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Copenhague, 27 juin.

La Reine et sa fille cadette, la princesse Thyra, sont revenues à Copenhague ce matin à 40 heures, après une absence de plus de sept mois. Comme vous le savez, cette charmante princesse, assez gravement atteinte à Milan de la fièvre typhoïde, a dû prolonger sa convalescence à Genève. Aujourd'hui elle est parfaitement remise. Tout le corps diplomatique, les hauts fonctionnaires de l'Etat, les officiers de la garnison et de la marine, suivis d'une foule immense, s'étaient portés au débarcadere à la rencontre des augustes voyageurs.

Notre ministre près la cour de Stockholm, le vieux comte Scheel-Plessen, vient de prendre sa retraite. Le Roi lui a témoigné sa satisfaction des services qu'il a rendus à la patrie pendant de longues années. Il n'y a encore rien de décidé quant au choix de son successeur.

Notre exposition attire toujours beaucoup de monde. Tous les étrangers qui viennent nous voir cette année et qui ne connaissent jusqu'à ce jour que fort peu le Danemark, la Suède et la Norvège, expriment l'étonnement que leur cause le haut degré de développement auquel sont arrivés les arts et l'industrie des trois pays scandinaves. La fabrication des fers et des aciers de Suède et de Norvège a surtout produit des merveilles. Elle a exhibé des projectiles en acier qui percent des plaques de fer de 30 centimètres, des barres de fer de 8 centimètres de diamètre, qui ont été tordues en nœud à froid, comme si c'étaient des rubans de soie. De la Suède, de tous nos visiteurs à l'exposition, la grande industrie l'emporte surtout en Suède et en Norvège, tandis que les arts et les industries qui ont leur application : la menuiserie, la serrurerie, la bijouterie, la faïencerie, etc., ont le dessus en Danemark.

La France a exposé une espèce de faïence naerée brevétée, assez jolie, mais d'une prix trop élevé survenant en comparaison avec les produits suédois. Les voitures de luxe de la France sont aussi très-belles, mais nos voitures danoises les valent bien, quoique de moitié moins chères.

De même que notre pays est devenu, depuis quelques années, un grand marché pour la fabrication des wagons de tramways, de même il se pourrait qu'il devint sous peu un centre de production pour toute espèce de voitures de transport.

On attend sous peu de jours plusieurs sociétés d'ouvriers danois, suédois et norvégiens qui viennent visiter l'exposition. Pourquoi la Belgique ne nous enverrait-elle pas aussi quelques-uns de ses plus habiles artisans, de ceux surtout qui travaillent les métaux. Ils n'auraient pas lieu de regretter leur excursion.

BULLETIN TELEGRAPHIQUE.

France.

Paris, jeudi, 4 juillet.

Hier le bureau de la gauche, composé de MM. Albert Grévy, Magnin, Ch. Rolland, F. de la Roche, s'est rendu auprès de M. Thiers.

L'entretien a roulé, dit-on, sur les lois de finances, mais paraît avoir eu plutôt un caractère politique.

Les membres de la gauche ont gardé le secret le plus absolu sur le résultat de leur conférence.

Toutefois, ils auraient obtenu de M. Thiers l'assurance qu'il ne ferait pas du rejet ou de l'adoption de l'impôt sur les matières premières une question de gouvernement.

La démarche du bureau de la gauche paraît avoir été occasionnée par le bruit, fort répandu hier matin, que la droite s'était entendue pour former un triumvirat, composé du maréchal de Mac-Mahon, du général Lamiral et du duo de Broglie, dans le cas où, par une cause quelconque, M. Thiers viendrait à quitter le pouvoir.

Le journal le Rappel est appelé pour mardi prochain devant la 9^{me} chambre.

Ce journal est prévenu d'avoir, dans son numéro du 2 juillet, publié le nombre des

jurés qui avaient voté pour ou contre, dans le procès en diffamation Bordone et Chenet.

Paris, jeudi, 4 juillet.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants : Augmentation : Numéraire, 3.000.000 fr. ; sur le portefeuille, 38.000.000 fr. ; sur les billets en circulation, 38.000.000 fr. ; Diminution : sur les comptes particuliers, 2.000.000 fr. ; sur les comptes du trésor, 2.000.000 fr.

Paris, jeudi, 4 juillet.

Séance de l'Assemblée. — M. Poyer-Quertier soutient l'impôt sur les matières premières.

La discussion générale sur ce sujet est close.

La discussion de l'impôt sur le chiffre des affaires est commencée.

Angleterre.

Londres, mercredi, 3 juillet.

La correspondance sur le tribunal arbitral à Genève vient d'être publiée ; la plupart des documents en sont connus.

Elle se termine par une dépêche de lord Granville à lord Tenterden, reconnaissant les services rendus par le représentant anglais, et les bons sentiments de l'Amérique ainsi que la sagesse des arbitres.

Le congrès sur l'administration des prisons a été ouvert ce soir à Londres, sous la présidence de lord Carnarvon ; presque tous les pays civilisés sont représentés.

Londres, jeudi, 4 juillet.

Chambre des Communes. — Lord Enfield, en réponse à M. Erskine, dit que de nombreux résidents aux îles de l'archipel des Navigateurs ont signé une pétition demandant l'annexion aux Etats-Unis.

M. Thornton a été chargé par le gouvernement de s'informer de la décision du gouvernement américain sur cette pétition.

Londres, jeudi, 4 juillet.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants : Augmentation : sur les billets en circulation, 1.233.630 liv. st. ; sur les effets escomptés, 1.983.290 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1.692.044 liv. st. ; Diminution : sur la réserve totale (billets et numéraire), 1.720.753 liv. st. ; sur le numéraire, 487.225 liv. st. ; sur les comptes du trésor, 1.647.540 liv. st. ; sur les billets en réserve, 1.746.275 liv. st.

Outre-Mer.

New-York, mercredi, 3 juillet.

75 personnes sont mortes hier et 45 aujourd'hui par suite d'insolation.

Le steamer Siberia est arrivé.

New-York, mercredi, 3 juillet.

Agio sur l'or, cours de clôture, 113 5/8 ; plus haut prix, 113 3/4 ; plus bas, 113 5/8 ; change en or sur Londres, 113 7/8 ; id. sur Paris, 520 0/0 ; 5/20 bons américains (1888), 115 1/8 ; 5 p. c. id. (1871), 113 1/2 ; actions du chemin de fer Illinois, 137 1/2 ; id. Erie, 54 3/4 ; Chicago, 60 0/0 ; Central Pacific, 100 0/0 ; Union Pacific, 100 0/0 ; coton, 25 1/2.

Bulletin des bourses.

Paris, 4 juillet. — Emprunt 1871, 87 3/4 0/0. — Rente 3 p. c., 83 5/8 0/0. — Crédit mobilier français, 381 00. — Crédit mobilier espagnol, 485 00. — 5 p. c. Italien, 68 80 0/0. — Cons. turcs 5 p. c., 1865, 54 00. — Société Générale, 560 00. — Ch. autrichiens, 524 00. — Ottomans nouv., 512 00. — Ch. de fer lombards, 473 00. — Id. hongrois, 460 00. — Id. Luxembourg, 473 00. — Nord d'Espagne, 600 00. — Espagne int. 26 1/4. — Id. nouv., 30 5/8. — 5/20 Bons américains, 1884, 103 5/8. — Egyptiens, 60 00. — Morgan 48 0/0. — Lots de Panama, 100 00. — Rente sur l'or, 50 00. — Change sur Londres, 25 37 1/2. — Id. sur Amsterdam, 208 3/4. — Id. sur Hambourg, 185 1/2. — Id. sur Anvers, prime, 00. — Banq. franco-hollandaise, 600.

Paris, 4 juillet. — Huile de colza (100 kilogr.), courant mois, 89 00. id. août, 89 00 ; 4 derniers mois, 83 00 ; 4 premiers mois, 83 00 ; huile de lin courant mois, 41 00. id. août, 41 00 ; 4 derniers mois, 38 00 ; farines 8 marques, sac de 45 kilos, courant mois, 72 50. id. août, 72 50 ; 4 dern. mois, 61 00.

Londres, 4 juillet. — Consol. angl. 92 7/8 à 93 00. — 5/20 Bons américains, 1882 91 0/0 à 92 00. — Chem. de fer Illinois, aut. 600 00 à 600 00. — Id. Erie, aut. 54 3/4 à 54 3/4. — Consol. turcs, 5 p. c., 1865, 54 00 à 54 00. — Id., 1880, 61 3/4 à 62 00. — Espagne, 1880, 29 00 à 29 1/8. — 5 p. c. Italien, 65 3/4 à 66 00. — Chem. de fer Sambre-et-Meuse, 00 00 à 00 00. — Rotterdam-Anvers, 49 00 à 50 00. — New-York, 50 00 à 50 00. — Luxembourg, 47 1/2 à 48 00. — Lombards 48 3/4 à 49 00. — 5 p. c. français, 2 00 à 2 00. — 5 p. c. amer., 1871, 00 0/0 à 00 00. — Péron, 00 00 à 00 00. — Change sur Paris, 00 00 à 00 00. — Id. sur Anvers, 00 00. — Rente française, 00 00 à 00 00. — Rente aut. argent, 64 00 à 64 00. id. papier, 58 00 à 58 1/4.

Liverpool, 4 juillet. — Cotons. — Clôture : Marché faible. Les ventes, aujourd'hui, sont de 10,000 balles, dont 30,000 pour la spéculation et l'exportation. Dhollerah, cap embarquement, mai, 8. Upland, pas en dessous low middling, embarquement octobre-novembre, par steamer, 10 1/4.

Berlin, 4 juillet. — Autr. rente pap. 58 1/2. — Id. argent 65 1/2. — Lots autr., 1860, 94 7/8. — Id. 1864, 89 00. — Crédit mob. aut. 201 1/8. — Chem. de fer autr. 208 3/4. — Id. Lombard 135 3/8. — Tures, 1865, 31 3/4. — 5 p. c. Italien 65 3/4. — Consol. autr. 58 1/2. — Paris, 1880, 92 3/4. — Change Amsterdam 133 3/8. — Id. sur Londres 100 00. — Id. sur Paris 100 00. — Id. sur Anvers 100 00. — Id. sur Hambourg 100 00. — Id. sur Berlin 100 00. — Id. sur Vienne 100 00. — Id. sur Saint-Petersbourg 90 3/8.

Berlin, 4 juillet. — Seigle, juillet, 48 7/8. — Sept.-oct., 48 7/8. — Froment, juillet, 81 0/0. — Sept.-oct., 81 0/0. — Id. mai, juillet, 23 1/4. — Sept.-oct., 23 1/2. — Avri, mai, 00 0/0.

Vienne, 4 juillet. — Rente papier mai, 64 60. — Id. arg. juil., 71 00. — Id. autr. (1858), 95 90. — Id. (1858) 189 00. — Id. (1860), 104 50. — Id. (1864), 143 20. — Crédit mob. autr., 330 40. — Obl. chem. de fer autr., 1864, 103 40. — Id. 1865, 103 40. — Id. 1866, 103 40. — Id. 1867, 103 40. — Id. 1868, 103 40. — Id. 1869, 103 40. — Id. 1870, 103 40. — Id. 1871, 103 40. — Id. 1872, 103 40. — Id. 1873, 103 40. — Id. 1874, 103 40. — Id. 1875, 103 40. — Id. 1876, 103 40. — Id. 1877, 103 40. — Id. 1878, 103 40. — Id. 1879, 103 40. — Id. 1880, 103 40. — Id. 1881, 103 40. — Id. 1882, 103 40. — Id. 1883, 103 40. — Id. 1884, 103 40. — Id. 1885, 103 40. — Id. 1886, 103 40. — Id. 1887, 103 40. — Id. 1888, 103 40. — Id. 1889, 103 40. — Id. 1890, 103 40. — Id. 1891, 103 40. — Id. 1892, 103 40. — Id. 1893, 103 40. — Id. 1894, 103 40. — Id. 1895, 103 40. — Id. 1896, 103 40. — Id. 1897, 103 40. — Id. 1898, 103 40. — Id. 1899, 103 40. — Id. 1900, 103 40. — Id. 1901, 103 40. — Id. 1902, 103 40. — Id. 1903, 103 40. — Id. 1904, 103 40. — Id. 1905, 103 40. — Id. 1906, 103 40. — Id. 1907, 103 40. — Id. 1908, 103 40. — Id. 1909, 103 40. — Id. 1910, 103 40. — Id. 1911, 103 40. — Id. 1912, 103 40. — Id. 1913, 103 40. — Id. 1914, 103 40. — Id. 1915, 103 40. — Id. 1916, 103 40. — Id. 1917, 103 40. — Id. 1918, 103 40. — Id. 1919, 103 40. — Id. 1920, 103 40. — Id. 1921, 103 40. — Id. 1922, 103 40. — Id. 1923, 103 40. — Id. 1924, 103 40. — Id. 1925, 103 40. — Id. 1926, 103 40. — Id. 1927, 103 40. — Id. 1928, 103 40. — Id. 1929, 103 40. — Id. 1930, 103 40. — Id. 1931, 103 40. — Id. 1932, 103 40. — Id. 1933, 103 40. — Id. 1934, 103 40. — Id. 1935, 103 40. — Id. 1936, 103 40. — Id. 1937, 103 40. — Id. 1938, 103 40. — Id. 1939, 103 40. — Id. 1940, 103 40. — Id. 1941, 103 40. — Id. 1942, 103 40. — Id. 1943, 103 40. — Id. 1944, 103 40. — Id. 1945, 103 40. — Id. 1946, 103 40. — Id. 1947, 103 40. — Id. 1948, 103 40. — Id. 1949, 103 40. — Id. 1950, 103 40. — Id. 1951, 103 40. — Id. 1952, 103 40. — Id. 1953, 103 40. — Id. 1954, 103 40. — Id. 1955, 103 40. — Id. 1956, 103 40. — Id. 1957, 103 40. — Id. 1958, 103 40. — Id. 1959, 103 40. — Id. 1960, 103 40. — Id. 1961, 103 40. — Id. 1962, 103 40. — Id. 1963, 103 40. — Id. 1964, 103 40. — Id. 1965, 103 40. — Id. 1966, 103 40. — Id. 1967, 103 40. — Id. 1968, 103 40. — Id. 1969, 103 40. — Id. 1970, 103 40. — Id. 1971, 103 40. — Id. 1972, 103 40. — Id. 1973, 103 40. — Id. 1974, 103 40. — Id. 1975, 103 40. — Id. 1976, 103 40. — Id. 1977, 103 40. — Id. 1978, 103 40. — Id. 1979, 103 40. — Id. 1980, 103 40. — Id. 1981, 103 40. — Id. 1982, 103 40. — Id. 1983, 103 40. — Id. 1984, 103 40. — Id. 1985, 103 40. — Id. 1986, 103 40. — Id. 1987, 103 40. — Id. 1988, 103 40. — Id. 1989, 103 40. — Id. 1990, 103 40. — Id. 1991, 103 40. — Id. 1992, 103 40. — Id. 1993, 103 40. — Id. 1994, 103 40. — Id. 1995, 103 40. — Id. 1996, 103 40. — Id. 1997, 103 40. — Id. 1998, 103 40. — Id. 1999, 103 40. — Id. 2000, 103 40. — Id. 2001, 103 40. — Id. 2002, 103 40. — Id. 2003, 103 40. — Id. 2004, 103 40. — Id. 2005, 103 40. — Id. 2006, 103 40. — Id. 2007, 103 40. — Id. 2008, 103 40. — Id. 2009, 103 40. — Id. 2010, 103 40. — Id. 2011, 103 40. — Id. 2012, 103 40. — Id. 2013, 103 40. — Id. 2014, 103 40. — Id. 2015, 103 40. — Id. 2016, 103 40. — Id. 2017, 103 40. — Id. 2018, 103 40. — Id. 2019, 103 40. — Id. 2020, 103 40. — Id. 2021, 103 40. — Id. 2022, 103 40. — Id. 2023, 103 40. — Id. 2024, 103 40. — Id. 2025, 103 40. — Id. 2026, 103 40. — Id. 2027, 103 40. — Id. 2028, 103 40. — Id. 2029, 103 40. — Id. 2030, 103 40. — Id. 2031, 103 40. — Id. 2032, 103 40. — Id. 2033, 103 40. — Id. 2034, 103 40. — Id. 2035, 103 40. — Id. 2036, 103 40. — Id. 2037, 103 40. — Id. 2038, 103 40. — Id. 2039, 103 40. — Id. 2040, 103 40. — Id. 2041, 103 40. — Id. 2042, 103 40. — Id. 2043, 103 40. — Id. 2044, 103 40. — Id. 2045, 103 40. — Id. 2046, 103 40. — Id. 2047, 103 40. — Id. 2048, 103 40. — Id. 2049, 103 40. — Id. 2050, 103 40. — Id. 2051, 103 40. — Id. 2052, 103 40. — Id. 2053, 103 40. — Id. 2054, 103 40. — Id. 2055, 103 40. — Id. 2056, 103 40. — Id. 2057, 103 40. — Id. 2058, 103 40. — Id. 2059, 103 40. — Id. 2060, 103 40. — Id. 2061, 103 40. — Id. 2062, 103 40. — Id. 2063, 103 40. — Id. 2064, 103 40. — Id. 2065, 103 40. — Id. 2066, 103 40. — Id. 2067, 103 40. — Id. 2068, 103 40. — Id. 2069, 103 40. — Id. 2070, 103 40. — Id. 2071, 103 40. — Id. 2072, 103 40. — Id. 2073, 103 40. — Id. 2074, 103 40. — Id. 2075, 103 40. — Id. 2076, 103 40. — Id. 2077, 103 40. — Id. 2078, 103 40. — Id. 2079, 103 40. — Id. 2080, 103 40. — Id. 2081, 103 40. — Id. 2082, 103 40. — Id. 2083, 103 40. — Id. 2084, 103 40. — Id. 2085, 103 40. — Id. 2086, 103 40. — Id. 2087, 103 40. — Id. 2088, 103 40. — Id. 2089, 103 40. — Id. 2090, 103 40. — Id. 2091, 103 40. — Id. 2092, 103 40. — Id. 2093, 103 40. — Id. 2094, 103 40. — Id. 2095, 103 40. — Id. 2096, 103 40. — Id. 2097, 103 40. — Id. 2098, 103 40. — Id. 2099, 103 40. — Id. 2100, 103 40. — Id. 2101, 103 40. — Id. 2102, 103 40. — Id. 2103, 103 40. — Id. 2104, 103 40. — Id. 2105, 103 40. — Id. 2106, 103 40. — Id. 2107, 103 40. — Id. 2108, 103 40. — Id. 2109, 103 40. — Id. 2110, 103 40. — Id. 2111, 103 40. — Id. 2112, 103 40. — Id. 2113, 103 40. — Id. 2114, 103 40. — Id. 2115, 103 40. — Id. 2116, 103 40. — Id. 2117, 103 40. — Id. 2118, 103 40. — Id. 2119, 103 40. — Id. 2120, 103 40. — Id. 2121, 103 40. — Id. 2122, 103 40. — Id. 2123, 103 40. — Id. 2124, 103 40. — Id. 2125, 103 40. — Id. 2126, 103 40. — Id. 2127, 103 40. — Id. 2128, 103 40. — Id. 2129, 103 40. — Id. 2130, 103 40. — Id. 2131, 103 40. — Id. 2132, 103 40. — Id. 2133, 103 40. — Id. 2134, 103 40. — Id. 2135, 103 40. — Id. 2136, 103 40. — Id. 2137, 103 40. — Id. 2138, 103 40. — Id. 2139, 103 40. — Id. 2140, 103 40. — Id. 2141, 103 40. — Id. 2142, 103 40. — Id. 2143, 103 40. — Id. 2144, 103 40. — Id. 2145, 103 40. — Id. 2146, 103 40. — Id. 2147, 103 40. — Id. 2148, 103 40. — Id. 2149, 103 40. — Id. 2150, 103 40. — Id. 2151, 103 40. — Id. 2152, 103 40. — Id. 2153, 103 40. — Id. 2154, 103 40. — Id. 2155, 103 40. — Id. 2156, 103 40. — Id. 2157, 103 40. — Id. 2158, 103 40. — Id. 2159, 103 40. — Id. 2160, 103 40. — Id. 2161, 103 40. — Id. 2162, 103 40. — Id. 2163, 103 40. — Id. 2164, 103 40. — Id. 2165, 103 40. — Id. 2166, 103 40. — Id. 2167, 103 40. — Id. 2168, 103 40. — Id. 2169, 103 40. — Id. 2170, 103 40. — Id. 2171, 103 40. — Id. 2172, 103 40. — Id. 2173, 103 40. — Id. 2174, 103 40. — Id. 2175, 103 40. — Id. 2176, 103 40. — Id. 2177, 103 40. — Id. 2178, 103 40. — Id. 2179, 103 40. — Id. 2180, 103 40. — Id. 2181, 103 40. — Id. 2182, 103 40. — Id. 2183, 103 40. — Id. 2184, 103 40. — Id. 2185, 103 40. — Id. 2186, 103 40. — Id. 2187, 103 40. — Id. 2188, 103 40. — Id. 2189, 103 40. — Id. 2190, 103 40. — Id. 2191, 103 40. — Id. 2192, 103 40. — Id. 2193, 103 40. — Id. 2194, 103 40. — Id. 2195, 103 40. — Id. 2196, 103 40. — Id. 2197, 103 40. — Id. 2198, 103 40. — Id. 2199, 103 40. — Id. 2200, 103 40. — Id. 2201, 103 40. — Id. 2202, 103 40. — Id. 2203, 103 40. — Id. 2204, 103 40. — Id. 2205, 103 40. — Id. 2206, 103 40. — Id. 2207, 103 40. — Id. 2208, 103 40. — Id. 2209, 103 40. — Id. 2210, 103 40. — Id. 2211, 103 40. — Id. 2212, 103 40. — Id. 2213, 103 40. — Id. 2214, 103 40. — Id. 2215, 103 40. — Id. 2216, 103 40. — Id. 2217, 103 40. — Id. 2218, 103 40. — Id. 2219, 103 40. — Id. 2220, 103 40. — Id. 2221, 103 40. — Id. 2222, 103 40. — Id. 2223, 103 40. — Id. 2224, 103 40. — Id. 2225, 103 40. — Id. 2226, 103 40. — Id. 2227, 103 40. — Id. 2228, 103 40. — Id. 2229, 103 40. — Id. 2230, 103

